

2 Politique

Célébration du 7e anniversaire de l'Union nationale

L'UN pas toujours favorable au dialogue inclusif



Une partie du directoire de l'UN.



Une vue des militants présents, samedi dernier, au siège de l'UN.

F. M. M.

Libreville/Gabon

"Aller à ce dialogue pour nous, c'est faire délibérément le choix de légitimer le pouvoir d'Ali Bongo (...). Ce que l'Union nationale ne peut faire ni accepter." C'est ce qu'a déclaré, en substance, le président de l'Union nationale (UN), Zacharie Myboto à l'occasion du 7e anniversaire de leur parti, samedi dernier, au siège de l'UN.

DIX février 2010-10 février 2017, il y a sept ans que l'Union nationale (UN), un parti politique de l'opposition a été créé. Pour

célébrer cet événement, militants, militants, sympathisants et alliés se sont retrouvés autour de leur président, Zacharie Myboto, samedi dernier, au siège dudit parti sis à l'ancienne-Sobraga.

Cette rencontre festive a été marquée par plusieurs interventions dont celles du coordonnateur communal de Libreville, Jean Gabin Tomo Tomo, de Firmin Ollo qui a réaffirmé son engagement au sein du mouvement des jeunes de l'UN, de la représentante des femmes et du secrétaire exécutif du parti, Paul-Marie Gondjout qui a décliné les objectifs de l'UN. Enfin, celle du président de l'UN, Zacharie My-

boto a été l'occasion de réitérer la détermination de sa formation politique à ne pas prendre part au dialogue inclusif prôné par le chef de l'Etat.

Rappelant les événements post-électorales, M. Myboto estimé que "face à la violation du suffrage des Gabonais, notre pays est, aujourd'hui, plongé dans la crise la plus profonde et la plus grave de son histoire." Et de poursuivre : "Cela malgré l'apparente indifférence et les dénégations du pouvoir, le Gabon présente tous les symptômes d'une déliquescence généralisée : dévoiement des institutions, violation répétée de la Constitution, et des lois de la République, restric-

tions permanentes des libertés publiques, gestion chaotique de l'économie et des finances du pays, multiplication des grèves, dégradation de l'état des établissements d'enseignement, insatisfaction des attentes des enseignants, des étudiants et des élèves, etc." Eu égard à ce qui précède, le président de l'UN déclare : "Nous ne pouvons pas transiger sur des questions aussi cruciales pour notre pays à savoir son identité et son avenir. Il faut y mettre un terme, et l'Union nationale œuvre, et œuvrera, avec les autres, pour y parvenir."

Saluant par la même occasion la résolution du Parlement européen sur le

Gabon, Zacharie Myboto a indiqué que celle-ci "est tellement fondée qu'elle déclenche dans tous les compartiments du pouvoir, des réactions, des dénonciations et des condamnations..."

Aussi, a-t-il ajouté, "après la Coupe d'Afrique des Nations, c'est le dialogue initié par Ali Bongo Ondimba. Des voix s'élèvent pour nous y inviter". Zacharie Myboto a rappelé que son parti, l'UN, et certaines Organisations de la société civile avaient, eux aussi, appelé au dialogue avant la dernière Présidentielle. Mais, le Parti démocratique gabonais (PDG) et ses alliés avaient rejeté cette proposition. Or, insiste le prési-

dent de l'UN, ces assises auraient dû permettre d'éviter les crises post-électorales enregistrées depuis le 27 août 2016. "C'est pour toutes ces raisons, a-t-il déclaré, que l'Union nationale dit non au dialogue d'Ali Bongo Ondimba. Ce qui est du reste conforme à la décision du Conseil national extraordinaire du 22 octobre 2016". Par ailleurs, M. Myboto a déclaré placer l'année 2017 sous le sceau de la vigilance et du pragmatisme politique, pour poursuivre, en harmonie avec les autres forces de la Coalition pour l'alternance, "le glorieux combat pour l'avènement de la nouvelle République".

Symposium du Rassemblement Héritage et Modernité

"Pour décliner les orientations du parti"

E.I.

Libreville/Gabon

IMPORTANT rencontre, samedi dernier, à la Chambre de commerce de Libreville entre le directoire du Rassemblement Héritage et Modernité (RHM), parti politique de l'opposition, et ses militants et sympathisants, aux fins de présenter à ces derniers, la charte fondatrice de cette formation politique, son règlement financier, ses organes et son organigramme.

Un an et demi après le lancement de ses activités, les dirigeants de RHM ont décidé de revoir à la hausse, leurs ambitions pour l'avenir. Notamment en vue d'implanter des structures de base sur l'ensemble du territoire national. Mais avant d'y arriver, a dit le secrétaire général, Michel Menga à l'assistance, «il fallait qu'on se retrouve pour vous décliner les orientations du parti car, nous voulons mettre un terme aux anciennes pratiques qui consistent à imposer des décisions et des dirigeants à la base». Et de rassurer les militants de ce que dorénavant, à "Héritage et Moder-



Le président du parti, Alexandre Barro Chambrier, lors de son mot de clôture.



Une vue des responsables...



... et des militants.

ment", le militant, peu importe l'endroit où il se trouve, sera consulté ou associé aux décisions du parti. «Ce parti a été créé sur la base d'un constat désolant, relatif à la dérive autoritaire et dictatoriale de notre ancienne formation politique, le PDG où nous n'étions plus écoutés», a-t-il clamé.

Serge Maurice Mabiala, Faustin Bilie-Bi-Essonne et Senturel Ngoma Madougou se sont donc succédé pour présenter les statuts et règlements ainsi que l'organigramme du parti. De leurs différentes interventions, on retiendra que le Rassemblement Héritage et Modernité se veut un parti résolument ancré

dans l'opposition et au sein duquel on observera l'exercice d'une véritable démocratie. RHM à l'instar des autres formations poli-

tiques, comprendra, entre autres, des organismes délégués tels que le Congrès, le Bureau politique et le Comité de

concertation. Au sein de ces organismes, les militants et les dirigeants "pourront statuer ou examiner des sujets relatifs au fonctionne-

ment du parti ou à la vie du pays". Il y aura également des structures de base au niveau local, provincial, national et international. "Leurs responsables seront élus et non nommés", ont-ils précisé.

Tout comme il y aura "la Haute autorité d'éthique". Une structure indépendante du secrétariat exécutif dont la mission sera d'organiser les primaires lors de l'élection présidentielle. Chaque militant remplissant les critères exigés pourra donc postuler. Le président actif de RHM est quant à lui, élu pour un mandat de 5 ans renouvelable une fois. Par ailleurs, le parti devra vivre des cotisations versées par ses membres et des dons.

A noter que ce travail de réflexion a été apprécié et salué par le président Alexandre Barro Chambrier qui a félicité le secrétariat exécutif pour son expertise de pédagogie dans la ventilation des statuts et règlement intérieur. Avant d'annoncer que son mouvement ne participera pas au dialogue national inclusif convoqué par le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba. Il s'est aussi prononcé sur l'action des pouvoirs publics qu'il qualifie de "catastrophique".